

Si le prix fléchit au-dessous de \$2.05, nos agriculteurs devront bien accepter un prix inférieur, même s'il tombe jusqu'au minimum de \$1.55 prévu dans l'accord. Cette formule n'est pas très encourageante et je conçois qu'en consultant les termes de l'accord, les cultivateurs fassent la grimace. Sauf erreur, la Commission du blé a établi un prix pour le blé de \$2.16 environ,—du moins c'est le prix touché aujourd'hui par les cultivateurs sur les marchés du blé. Si l'agriculteur examine la question, il estimera que le plafond de \$2.05 ne dépasse pas ce qu'il est en droit d'attendre dans les circonstances actuelles. De sorte qu'en étudiant l'accord dans son ensemble, il ne nous faudrait pas oublier que l'agriculteur a quelque raison d'être déçu. Il devrait pouvoir obtenir \$2.05 du boisseau.

D'autre part, si le cultivateur réfléchit à la situation actuelle de la Grande-Bretagne, et si nous faisons de même, je crois que nous devons être prudents dans nos critiques à l'égard de ce pays. On a dit que le Royaume-Uni a été un peu difficile à propos de l'accord. Je n'aime pas entendre appliquer ce terme à un pays négociant un contrat. Je n'estime pas du tout que la Grande-Bretagne s'est montrée difficile, mais qu'après avoir jeté un coup d'œil prudent sur ses réserves de dollars, elle a décidé d'adopter une certaine attitude et c'est ce qu'elle a fait.

Il est certes exact que, dans les circonstances actuelles, la Grande-Bretagne est forcée d'économiser chaque dollar qu'elle peut. Que signifie, pour elle, la différence de cinq cents dans le prix-plafond? Elle signifie que lorsque le Royaume-Uni nous achète, mettons, 160 millions de boisseaux par an, il économisera 8 millions de dollars. Et ces 8 millions paieraient presque cinq fois la quantité de fromage cheddar qu'il a pu acquérir récemment au Canada. Le point est important. Si l'Angleterre achetait 180 millions de boisseaux au cours d'une année, elle réaliserait une économie de 9 millions de dollars.

Voilà d'importantes considérations pour la Grande-Bretagne aujourd'hui, alors que tous ses citoyens s'efforcent de vivre sous un régime sévère de rationnement et souffrent d'une pénurie véritable de produits alimentaires. Ce sont des choses qu'il ne faut pas oublier. Nous ne devons pas trop nous hâter de critiquer la Grande-Bretagne, surtout si nous songeons que nous ne nous sommes pas trop empressés d'acheter ses produits. Je me rappelle certaines mesures prises il n'y a pas si longtemps en vue d'écarter de notre pays des marchandises britanniques. Des initiatives très injustes ont été prises alors, à mon avis, afin d'empêcher les Britanniques de prendre part à des expositions d'automobiles dans notre pays. Ces initiatives ont été prises par les fabricants canadiens d'automobiles.

[M. Low.]

J'ai appelé l'attention là-dessus il y a quelque temps lors du débat sur le budget. Ce sont des points qu'il ne faudrait pas oublier. Selon moi, l'attitude de la Grande-Bretagne vient tout d'abord de ce qu'elle doit économiser autant de dollars que possible, afin d'obtenir ce qui est absolument nécessaire à la vie. Voilà peut-être, selon moi, la principale raison de sa ferme attitude.

En second lieu, la Grande-Bretagne estime, à mon avis, que le prix du blé va baisser et elle n'est pas disposée à s'engager à payer, pendant une période de trois ans, un prix allant jusqu'à un maximum de \$2.05. Je vais citer un bref extrait d'une coupure d'un journal d'outre-mer que j'ai ici. Il s'agit de l'*Express* de Belfast:

M. Gwilym Lloyd George, ministre des Vivres, adopte une attitude ferme à l'égard des exportateurs mondiaux de blé. Il soutient que le consommateur a raison.

Ainsi donc, lorsque l'accord international sur le blé sera signé aujourd'hui, à Washington, pour une période de trois ans, aucune signature n'y sera apposée au nom de la Grande-Bretagne.

Le nouvel accord portera le prix maximum du blé de \$1.89 à \$2.05 le boisseau.

Voici le passage que je tiens à souligner particulièrement:

Mercredi, il exposera aux Communes la ligne de conduite du Gouvernement. Il dira aux députés que les stocks mondiaux de blé augmentent rapidement. En juin, ces stocks seront deux fois plus considérables qu'il y a un an.

Ces mots indiquent suffisamment l'état d'esprit de la Grande-Bretagne. Envisageant l'avenir et tenant compte de tout, y compris les stocks mondiaux actuels de blé, elle estime avoir raison de croire que les prix baisseront. L'article se poursuit ainsi:

Il espère donc que la Grande-Bretagne pourra obtenir tout le blé dont elle aura besoin au cours des prochaines années à moins de deux dollars le boisseau. Nos acheteurs feront leurs transactions sur un marché libre.

Ces paroles me semblent assez bien indiquer sur quoi la Grande-Bretagne se fonde pour adopter son attitude. Lorsque nous critiquons la Grande-Bretagne, comme nous le faisons souvent, et que nous disons que nous n'achetons pas aux Anglais parce qu'ils nous demandent des prix trop élevés, parce qu'ils n'ont pas cherché à maintenir leurs prix à bas niveau et que, par conséquent, nous n'achetons pas chez eux parce que nous pouvons obtenir des articles identiques à des prix plus bas, nous devrions nous rappeler que nous avons peut-être fait la même chose. Comme l'a déclaré le député qui vient de reprendre son siège, je crois que nous avons inutilement accru nos frais de production par suite de notre attitude stupide à l'égard des augmentations du tarif-marchandises, qui a presque doublé au cours des cinq dernières années, et à l'égard des impôts prélevés dans tout le pays.